l'Humanité

PAYS :France
PAGE(S) :7
SURFACE :43 %
PERIODICITE :Quotidien

RUBRIQUE :Politiqueet citoyenneté
DIFFUSION :40562
JOURNALISTE :Aurélien Soucheyre

► 31 juillet 2018 - N°22481

Politique&Citoyenneté

DÉMOCRATIE

La commission d'enquête du Sénat sauve l'honneur du Parlement

Non entravée par la majorité godillote de l'Assemblée, qui a clos ses travaux, le Sénat poursuit son enquête sur l'affaire Benalla.

Le Sénat est devenu le lieu véritable de l'enquête parlementaire consacrée à l'affaire Benalla. Contrairement à Yaël Braun-Pivet, présidente LaREM de la commission de l'Assemblée nationale, son homologue LR au Palais du Luxembourg, Philippe Bas, ne mène pas les débats dans une salle etriquée, de façon confuse et lapidaire, en cherchant à entraver la participation des parlementaires et en limitant le périmètre des auditions. La commission sénatoriale a même auditionné jeudi Alexis Kohler, secrétaire général de l'Élysée, entendu hier le chef de cabinet du ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Girier, et doit recevoir aujourd'hui Christophe Castaner, délégué général de LaREM. Trois personnalités que les députés de la majorité se refusaient à auditionner, ce qui a conduit les élus d'opposition à suspendre jeudi leur participation à la commission de l'Assemblée, car ils ne souhaitaient pas se rendre complices d'une « *parodie* ».

L'affaire est « encore celle d'un grand flou »

Dans la foulée, Yaël Braun-Pivet n'a même pas cherché à sauver les apparences. « *Nous avons auditionné plusieurs personnalités (...) et déduit qu'il n'y a pas besoin de plus d'enquête à l'Elysée* », a-t-elle laconiquement argumenté, au moment d'annoncer la clôture des travaux de sa commission, actée hier. « *Heureusement qu'il y a encore le Sénat pour servir de contre-pouvoir et permettre qu'en France, il y ait un débat démocratique* », a réagi le même jour Philippe Bas, qui, loin de se satisfaire d'un mois d'enquête, en prévoit déjà six. Le sénateur, à l'image des parlementaires LR, PS, PCF et FI, considère que la situation de l'affaire Benalla est « *encore celle d'un grand flou* ». À leurs yeux, l'enquête ne porte pas uniquement sur la présence et le comportement d'Alexandre Benalla lors de la manifestation du 1er Mai, comme voudrait le faire croire la Macronie, mais sur l'ensemble des largesses dont a profité le collaborateur du président avant les faits, et après.

Tous droits de reproduction réservés

l'Humanité

PAYS :France
PAGE(S) :7
SURFACE :43 %
PERIODICITE :Quotidien

RUBRIQUE :Politiqueet citoyenneté
DIFFUSION :40562
JOURNALISTE :Aurélien Soucheyre

► 31 juillet 2018 - N°22481

Philippe Bas souhaite ainsi « *savoir la vérité et résoudre un certain nombre de contradictions* », dont plusieurs sont apparues grâce à la précision des questions posées par les sénateurs. C'est ainsi devant le Sénat que le directeur de cabinet d'Emmanuel Macron, Patrick Strzoda, a reconnu que Benalla « *a touché pour le mois de mai son salaire intégral* », sans que la sanction des deux semaines de retenue sur salaire ne soit appliquée. Alexis Kohler a eu beau lancer, pour toute défense, que « *cela a été notre volonté que la sanction soit très rapide* », Philippe Bas ne l'a pas laissé contourner la question, assénant que « *la sanction a peut-être été très rapide, mais son exécution est très lente* ». Car, contrairement aux députés LaREM, le fait que Benalla soit resté en poste après le 1er Mai interroge les sénateurs. « *L'attitude logique eut été de l'exfiltrer de toute tâche relative à la protection et la sécurité. Pourtant, nous le retrouvons auprès du président dans des situations extrêmement sensibles* », a pointé le corapporteur PS, Jean-Pierre Sueur.

Déterminé à faire la lumière sur ce que dit cette affaire de la pratique du pouvoir par Macron, Philippe Bas s'est aussi dit ouvert à auditionner Alexandre Benalla à la rentrée. Celui-ci pourra alors peut-être répondre aux déclarations de Jean-Marie Girier, qui a assuré hier ne pas avoir « *recruté* » Benalla à En marche !, en plus d'affirmer que Gérard Collomb ne connaissait « *ni le nom, ni les fonctions* » de Benalla. Pour le sénateur LR, cette affaire éclaire également le projet de réforme de la Constitution de Macron d'un jour nouveau : « *Il ne faut pas que l'on dérive vers un système où il y aurait une sorte de toute-puissance de l'Élysée, sans frein, un président tout-puissant, un gouvernement subordonné, une majorité parlementaire déférente.* » ●

AURÉLIEN SOUCHEYRE

« QUAND L'ÉLYSÉE INTERVIENT DANS LE FONCTIONNEMENT DE L'ADMINISTRATION, ÇA CRÉE UNE GRANDE CONFUSION, UN GRAND DÉSORDRE. »
PHILIPPE BAS (LR)

Tous droits de reproduction réservés